

MILK-NEWS

<http://www.europeanmilkboard.org>



Chers amis producteurs et productrices de lait, chers sympathisants,

Fin d'une année semée de difficultés et de défis pour les agriculteurs.

Désormais, il m'apparaît avec évidence que l'« arsenal » de mesures politiques dont dispose la Commission pour appuyer le prix du lait après l'abolition des quotas s'avère tristement insuffisant. Il est bien possible qu'il en ait été déjà ainsi du temps des quotas mais l'existence des quotas (ce seul facteur fixe) conférait au marché une certaine dose de stabilité. Aujourd'hui, les quotas ont disparu, les revenus des agriculteurs subissent les ravages d'une volatilité débridée et même la Commission doit se rendre à l'évidence : La situation est intenable. Il est temps de troquer le pistolet à billes pour une politique dotée d'une véritable puissance de feu.

A ceux qui prétendent que le prix doit être fixé par un marché infaillible, je dirais simplement que le marché peut (et plutôt deux fois qu'une) se tromper lourdement. Beaucoup d'intervenants concourent à pousser le marché à l'erreur sur les prix du lait. Il y a ceux qui profitent des oscillations chaotiques des prix du lait et de la volatilité des revenus des agriculteurs. Des maillons très puissants ailleurs sur la chaîne d'approvisionnement alimentaire ont un intérêt direct à ce que perdurent ces redoutables oscillations : Les géants de la distribution échappent à toute réglementation qui viendrait des gouvernements ou de la Commission et ont donc les coudées franches pour mettre en place cette relation, dont chacun est supposé sortir gagnant, avec les agriculteurs et les producteurs primaires : En cas de pénurie d'approvisionnement, ils « dressent un rempart » autour de leurs propres marges et rehaussent les prix à la consommation et lorsque les livraisons sont abondantes, ils rabotent les prix versés aux transformateurs et aux éleveurs et empochent les marges additionnelles. Depuis des dizaines d'années maintenant, ces opérateurs commerciaux sont autorisés à définir leur propre agenda sans provoquer ne fût-ce qu'un grincement de dents de la part des gouvernements ou de l'Union européenne. A la moindre remise en question de leur domination, ils se retranchent derrière des platitudes telles que le souci de garantir aux consommateurs européens des denrées alimentaires « bon marché » et cette excuse sert à justifier le démantèlement dévastateur du tissu des petites exploitations agricoles et familiales en Europe. Partout en UE, les prix du lait versés aux éleveurs ont perdu entre 30 et 40% de leur valeur. Dans quelle mesure le prix du lait a-t-il diminué dans les supermarchés ? Partout en UE, le prix du lait pour les consommateurs a perdu, en moyenne, 2%. Ces brèves statistiques en disent long sur ceux qui profitent du système actuel du « tant que personne ne pose de question, nul besoin de répondre ».

EMB Bulletin Janvier 2016

- ➔ Action de protestation « Du lait pour Juncker »
- ➔ Communiqué de presse: Une grande laiterie européenne introduit la renonciation volontaire
- ➔ Belgique : La surproduction engendre des pertes
- ➔ Situation actuelle en Italie
- ➔ Allemagne : Campagne d'affichage contre Merkel, Schmidt & Hogan
- ➔ C'est un beau roman : Les perspectives européennes pour l'agriculture
- ➔ Contre les méga-accords : Un mouvement doit naître de l'indignation face au TTIP
- ➔ Vous pouvez nous trouver sur Facebook

Contact

EMB - European Milk Board asbl

Rue du Commerce 124
B-1000 Brussels

Phone.: +32 - 2808 - 1935

Fax: +32 - 2808 - 8265

office@europeanmilkboard.org

www.europeanmilkboard.org

En 2016, nous devons exiger de la Commission qu'elle prenne enfin son courage à deux mains et retrouve le sens de la justice pour réparer cette flagrante injustice car il en va du cœur du débat sur le développement durable. Quid de notre développement durable ? Qui s'inquiète des menaces qui planent sur le développement durable si comme l'année dernière, les revenus des éleveurs laitiers subissent une nouvelle chute de 35 à 40% en 2016 ?

Réponse : L'EMB, parce que c'est sa mission. Notre mission. Et il nous faudra remettre le labour sur le métier.

En conclusion, je fais le vœu que 2016 vous apporte, à vous et à vos proches, santé et bonheur.

John Comer, membre du Comité directeur de l'EMB et président d'ICMSA Irlande

Action de protestation « Du lait pour Juncker »



perpes enregistrées par les producteurs.

Trop de lait est synonyme de problèmes ! Le Président de la Commission européenne, Jean Claude Juncker, a également pu s'en rendre compte récemment. Au courant du mois de décembre, des producteurs de lait des pays des briques de lait frais à son bureau.

Par cette action de protestation « Du lait pour Juncker », les producteurs de lait de l'ensemble de l'Europe ont voulu manifester leur colère à l'égard de Juncker qui laisse faire son Commissaire à l'agriculture sans tenir compte des

Des producteurs laitiers de Belgique, des Pays-Bas, du Luxembourg, de France, d'Allemagne et d'Italie ont, selon nos estimations, envoyé plus de 1000 litres de lait à Bruxelles. Des lettres parfois très personnelles, dans lesquelles les producteurs décrivaient leurs difficultés ou demandaient tout simplement la démission d'Hogan, accompagnaient les colis.

[Photos de l'action "Du lait pour Juncker"](#)

[Articles et vidéos sur Facebook](#)

Communiqué de presse de l'EMB concernant l'action «Du lait pour Juncker» (18.12.2015)

Depuis quelques jours, le président de la Commission européenne Jean Claude Juncker reçoit des colis un peu particuliers. En guise de protestation contre la politique laitière destructive de la Commission européenne, les producteurs et productrices de lait des quatre coins de l'Europe ont commencé à envoyer des briques de lait frais au bureau du président. Ils lui reprochent notamment de ne pas avoir réagi à la [lettre ouverte](#) de l'European Milk Board (EMB), dans laquelle l'organisation avait exigé que le Commissaire à l'agriculture Phil Hogan soit démis de ses fonctions. Juncker reste donc les bras croisés devant l'affaiblissement dangereux, voire même l'effondrement d'un pilier important de l'agriculture européenne : les producteurs laitiers. Les excédents chroniques, cause du bas niveau continu des prix du lait, privent les éleveurs laitiers de leurs moyens de subsistance. Malgré tout, Hogan et Juncker refusent de mettre en place un instrument de gestion de crise pour le marché laitier qui ne requiert même pas de subventions. Ils ferment ainsi les yeux devant les effets négatifs que cette politique ignorante a sur l'emploi et le développement – en d'autres termes, sur la stabilité au sein et en dehors du secteur agricole.

Trop de lait crée des problèmes ! C'est le message au président Juncker qui est maintenant amené à s'en rendre compte personnellement.

Regina Reiterer, EMB

Communiqué de presse: Une grande laiterie européenne introduit la renonciation volontaire

La laiterie hollandaise Friesland Campina verse une prime aux producteurs de lait qui limitent leurs livraisons

(Bruxelles, le 05/01/2016) Friesland Campina, l'une des grandes laiteries en Europe, a récemment lancé un instrument important destiné à brider des hausses futures de la production sur le marché du lait. Au travers du paiement d'une prime, les producteurs de lait seront incités à ne pas augmenter leur production, voire à la réduire. Les producteurs de lait percevront une majoration de 2 centimes par kilo de lait si durant la période du 1^e janvier au 11 février 2016, ils n'augmentent pas leur quantité de livraison ou ils livrent de moindres quantités. Le volume de référence est, en l'occurrence, fixé à la livraison journalière moyenne pour la période courant du 13 au 27 décembre 2015



© wikimedia commons

Sieta van Keimpema, vice-présidente de l'EMB voit en cet instrument un signal important. « Même les laiteries indiquent clairement qu'une croissance effrénée des volumes pose problème et qu'il convient d'activer des instruments pour contrer ce phénomène. » Sieta van Keimpema épingle aussi le choix de l'instrument. « Friesland Campina a fait le choix d'une limitation volontaire des livraisons ou une **renonciation volontaire aux livraisons**. Il

s'agit, en effet, d'un moyen très efficace pour réduire la production. Il est possible d'intervenir de façon positive sur le marché et de prévenir ainsi les distorsions », poursuit la vice-présidente. Cet instrument ne devrait pas seulement être activé auprès de quelques laiteries mais sur l'ensemble du territoire de l'Union et être piloté centralement. Une initiative portée par des laiteries individuelles ne suffit point. En l'occurrence, il est attendu des élus politiques qu'ils mettent en place le cadre juridique adéquat nécessaire à une telle initiative. Le cap à tenir sur le marché devrait être un niveau de production qui permette aux éleveurs de percevoir des prix rémunérateurs.

La stratégie européenne de la croissance effrénée a généré, au cours des derniers mois, des problèmes profonds et a ruiné de nombreux producteurs de lait. Avec des prix qui, en partie, avoisinent encore quelques 20 maigres centimes par kilo de lait, la survie de nombreuses exploitations est tout simplement devenue impossible. Qu'un grand consortium laitier se passe aujourd'hui spontanément la bride au travers d'une renonciation volontaire aux livraisons, illustre, une fois de plus, le caractère désespéré de la situation. « Les élus européens doivent, au vu d'un tel développement, enfin passer à l'action et ne peuvent poursuivre leur politique de l'autruche », martèle Sieta van Keimpema à propos de l'attitude passive du Commissaire européen à l'Agriculture Phil Hogan. « Déployez au niveau européen un programme de responsabilisation face au marché dont l'élément pivot serait la renonciation volontaire aux livraisons pour que le marché du lait puisse enfin guérir de ses maux ! », enjoint la vice-présidente de l'EMB dans son appel au commissaire.

Communiqué de presse de l'EMB

Belgique : La surproduction engendre des pertes



© wikimedia commons

FrieslandCampina est une coopérative laitière située aux Pays-Bas qui collecte aussi du lait auprès de quelque 900 producteurs belges. Elle dispose d'une grande usine dans la partie flamande du pays. C'est en raison de la surproduction que les excédents des producteurs et membres hollandais sont

La moitié des producteurs belges qui livraient leur lait à cette usine sont maintenant mis à la porte : dans quelques semaines, ces producteurs devront trouver un autre acheteur. FrieslandCampina Belgique a décidé d'arrêter la collecte de lait auprès de 443 producteurs laitiers belges avec effet au 1^{er} juillet 2016. La raison officielle en est la volonté d'ajuster le volume de lait national à la demande du marché belge. Selon un communiqué de presse de FrieslandCampina, la production enregistrée en Belgique en 2015 a été supérieure aux quantités pouvant être vendues sur le marché belge.

La vraie raison semble à mes yeux évidente : les producteurs néerlandais sont coopérateurs, tandis que les belges ne le sont pas ! Les membres néerlandais sont favorisés et ont le droit de continuer de livrer leur lait au détriment des non membres (dans ce cas les producteurs belges). De ce fait, une partie d'entre eux doit maintenant trouver une autre laiterie. Les autres – c.à.d. ceux qui peuvent rester – ont seulement reçu la garantie de pouvoir y rester pendant trois ans.

Ledit « concurrent » Milcobel a signé un accord portant sur la reprise des producteurs laitiers concernés. Aux producteurs de lait qui passent chez Milcobel dès le 1^{er} février 2016, FrieslandCampina paye un supplément de trois centimes par litre de lait sur base des livraisons de lait de 2015, dont 2,5 centimes sont versés sur le compte d'affiliés de Milcobel et 0,5 centime au producteur. Les producteurs qui passent chez un autre acheteur ou qui passent chez Milcobel après le 1^{er} février 2016 ainsi que ceux qui décident de mettre fin à leurs livraisons de lait à partir de début juillet bénéficieront d'une indemnisation de 0,5 centime par litre de lait. En outre, Milcobel promet d'octroyer une prime aux nouveaux membres coopérateurs qui augmenteront ensuite leur production !

Il faut savoir que Milcobel paye un prix inférieur par rapport aux autres laiteries du pays. Ce n'est donc pas vraiment un cadeau tombé du ciel. Milcobel compte par le biais de cette transaction rentabiliser ses trop grandes installations de poudre de lait. Il ne faut pas oublier que l'organisation des producteurs (OP) a été tenue à l'écart de toute cette opération : l'OP n'a été informée qu'à la dernière minute et FrieslandCampina n'a laissé aucune marge de manœuvre pour changer quoi que ce soit dans l'accord conclu avec Milcobel. L'OP ne nous renforce dès lors pas dans notre position. Le membre belge de la Copa Boerenbond n'a pas réagi et a abandonné les producteurs à leur propre sort, aussi lors des négociations avec d'autres laiteries.

Entre-temps, les coopérateurs peuvent continuer avec la production d'excédents. L'exclusion de non membres doit se faire au plus vite. La direction de Friesland ne peut gérer toute la surproduction tant que les non membres ne sont pas écartés. Ceux qui sont obligés de partir et qui signent chez Milcobel ou LDA – les dénommés rivaux – mettent immédiatement fin à leurs livraisons à Friesland. Mais même cela ne va pas assez vite pour FrieslandCampina : la laiterie octroie une prime à ceux qui parviennent à diminuer leur production. D'ici le premier février le problème de la direction devrait être résolu (c.à.d. que les Belges auront été écartés) – et ensuite la surproduction à outrance pourra continuer !

Rik De Coninck, FMB

Situation actuelle en Italie

Le secteur laitier rencontre, en Italie comme dans d'autres pays européens, des difficultés. En 2015, les agriculteurs ont perdu plus d'un milliard d'euros tandis que la grande distribution continuait à faire de plantureux bénéfices. En fait, les prix producteurs ont drastiquement chuté alors que le prix du produit fini a triplé dans les rayons des supermarchés.



© APL

Telles sont les raisons qui ont poussé de nombreux agriculteurs italiens à participer, au mois de novembre, à la manifestation organisée par la COPAGRI et l'APL devant le supermarché Coop Italia à Pieve Emanuele (Milan). Les agriculteurs revendiquent un juste prix en rémunération de leur lait. Plus précisément, ils demandent à la grande distribution de se lancer dans un projet de valorisation du « Made in Italy » et s'appuient, pour ce faire, sur des données économiques qui attestent que la grande distribution empêche des gains de 20% supérieurs à ceux des transformateurs et des agriculteurs. Les manifestations se sont poursuivies devant d'autres chaînes de supermarchés : Des tracteurs se sont massés devant le Carrefour à Massalengo (Lodi) et ont ensuite occupé le parking de Lactalis à Corte Olona (Pavie). Finalement, les distributeurs ont manifesté un intérêt à s'engager dans ce projet de valorisation du « Made in Italy ».

Le temps est désormais venu pour les élus italiens de mettre la main à la pâte et de montrer leur volonté de sauver l'agriculture italienne en prenant des mesures urgentes de lutte contre la crise dans la filière laitière. Le 18 novembre 2015, la COPAGRI a participé à la manifestation sur le seuil de l'Association laitière italienne Assolatte, avec pour revendication la tenue d'une rencontre afin de décider ensemble d'un juste prix du lait.

Vers la fin du mois de novembre, Lactalis et les organisations paysannes ont conclu un accord fixant le prix du lait à 36 centimes le litre pour les trois prochains mois. Cet accord est perçu comme une victoire pour les producteurs de lait. Malheureusement, la fédération paysanne italienne (Coldiretti) a signé cette convention avec Lactalis et accepté le prix de 36 centimes par litre de lait. A mon sens, il s'agit d'une grossière erreur. En ma qualité de président de la COPAGRI, j'ai, pour cette raison, choisi de ne pas signer cet accord. Les producteurs de lait y perdront, au cours des trois prochains mois, près de 300 millions d'euros. Je me refuse à trahir les éleveurs et je continuerai la lutte afin d'obtenir un **véritable prix rémunérateur** pour les agriculteurs.

Roberto Cavaliere, président de l'APL et de la COPAGRI

Allemagne : Campagne d'affichage contre Merkel, Schmidt & Hogan



© BDM

[Photos de la campagne d'affichage](#)

En Allemagne, depuis la fin de l'année 2015, les producteurs de lait placardent, partout dans le pays, des affiches arborant le slogan « Merkel, Schmidt & Hogan préfèrent ruiner les éleveurs laitiers plutôt que de réduire les

A travers cette campagne, ils entendent envoyer un signal signifiant que l'attitude de déni du gouvernement fédéral et de son Ministre de l'Agriculture, sans oublier la Commission européenne, provoque des pertes parmi les producteurs de lait. Les quelques cent affiches ont été apposées à des

En décembre, plusieurs agriculteurs se sont adressés, par message vidéo, directement au Ministre de l'Agriculture allemand Christian Schmidt afin de le sensibiliser à leur situation précaire. « Nous sommes dans des difficultés jusqu'au cou. Nous avons refait les calculs, optimisé, restructuré – rien n'y fait », expliquent, en substance, les éleveurs dans leur message au Ministre, qu'ils enjoignent également de mettre en place des conditions-cadres qui leur

permettront de commercialiser leurs produits à un prix adéquat.

[Messages-vidéos des producteurs de lait](#) (en allemand)

Les producteurs allemands ont également participé en nombre à l'action « Du lait pour Juncker ». Les éleveurs laitiers s'insurgent contre une politique agricole qui ne considère que les intérêts de l'industrie alimentaire et consent, en toute connaissance de cause, à la ruine des exploitations laitières.

Thorsten Sehm et Johannes Fritz, BDM

C'est un beau roman : Les perspectives européennes pour l'agriculture

Les 1 et 2 décembre 2015, les membres du conseil d'administration de l'EMB ont assisté, à Bruxelles, à une conférence consacrée aux futurs défis du secteur agricole. Comme d'habitude, c'est une belle histoire. Evidemment.

Durant la première session, Tom Vilsack (Secrétaire à l'Agriculture des Etats-Unis) et Phil Hogan (Commissaire européen à l'Agriculture et au Développement Rural) nous ont livré un aperçu de leur vision d'avenir pour l'agriculture et, plus précisément, des chances à saisir. Parce que, comme d'habitude, leur vision est positive. Elle porte non seulement sur l'agriculture en soi mais aussi sur le PTCI, qui, après tout, apportera la prospérité à tous les citoyens européens et américains en garantissant encore plus de liberté de choix.

Nous, agriculteurs en Union européenne, ne devrions pas nous inquiéter à propos des écarts entre les normes ou entre les prix de revient parce que les consommateurs recherchent des produits différents sur le marché et cela donne tout l'espace nécessaire aux produits à valeur ajoutée en provenance de l'Union européenne !



© wikimedia commons

De l'avis de Phil Hogan, la « compétitivité » constitue la voie d'avenir pour le secteur agricole européen. Et dans une large mesure, cette voie nous a déjà mené vers le succès au cours des dernières décennies : Nous exportons à des prix compétitifs sur le marché mondial !

Tom Vilsack a brièvement évoqué la problématique du vieillissement de la population du secteur agricole. Mais ce problème peut lui aussi être facilement surmonté : Aux Etats-Unis, le gouvernement tente d'encourager les vétérans, les ménagères et les Mexicains à démarrer une exploitation agricole.

En partageant ces réflexions, les deux orateurs ont indiqué, peut-être par inadvertance, à quel point les problèmes des filières agricoles dans un avenir proche auront des répercussions sur notre sécurité alimentaire et l'économie rurale. En effet, si les potentiels successeurs ne sont plus intéressés par la reprise de la ferme familiale et que disparaît la garantie du transfert des savoirs agricoles tandis que notre gouvernement compte sur des personnes non formées aux métiers agricoles pour nourrir la population mondiale, mais alors, nous, on sert à quoi aujourd'hui ?!?

Ce que les orateurs expriment également à travers ces réflexions, c'est un manque de respect pour le travail, les savoirs et le dévouement des agriculteurs.

Peut-être sommes-nous compétitifs sur le marché mondial. Mais au détriment de qui ? Les coûts de production sont-ils les mêmes partout dans le monde ? Comme le seraient les normes, les conditions et les possibilités de rémunération, peut-être ? En réalité, la politique agricole de l'UE se solde par un échec pour les paysans. Tous les gains à retirer des technologies permettant de réduire les coûts et de la hausse de productivité des travailleurs agricoles sont unilatéralement récoltés par le haut de la chaîne alimentaire. Le coût de toutes les « obligations de développement durable » et de production est, d'autre part, reporté sur les seuls agriculteurs.

Les données publiées en novembre 2015 par le Bureau central des Statistiques aux Pays-Bas démontrent clairement que pour la période entre 1995 et 2015, la croissance du revenu de l'économie totale s'avère quatre fois supérieure à celle du revenu de l'économie agricole. Alors que la productivité de la main-d'œuvre agricole a progressé de 20 %, que la production a gagné 22 % et que les exploitations se sont converties (40 % des exploitations ont disparu dans l'aventure), les agriculteurs n'ont récolté aucun bénéfice de leurs efforts.

Les discours tenus à Bruxelles les 1 et 2 décembre se sont focalisés sur l'incidence de l'agriculture sur le changement climatique, la sécurité alimentaire, le gaspillage alimentaire etc. En dépit des nombreuses questions posées à ce sujet par les participants dans la salle, aucun orateur n'a évoqué les revenus exsangues des agriculteurs et la façon de résoudre ce problème. La devise demeure inchangée : Produire plus, avec moins d'eau, moins d'énergie et moins de terres. Les solutions sont à trouver dans la technologie et la multiplication des obligations et des conditions.

Ces solutions apporteront-elles un quelconque soulagement aux agriculteurs ? Ces solutions mettront-elles en place les conditions indispensables à une pérennisation des rendements dans l'agriculture à l'avenir ?

A l'issue de ces deux journées de symposium et d'un programme bien chargé s'étendant sur plus de 16 heures, dix petites minutes ont été consacrées aux répercussions sur les revenus des agriculteurs, devant un parterre déjà déserté par la majorité des participants. En fait, ces dix minutes en disent long sur les perspectives des agriculteurs et leur sort dans le cadre de la politique agricole de l'Union européenne.

Sieta van Keimpema, vice-présidente de l'EMB et président du DDB Niederlande

Contre les méga-accords : Un mouvement doit naître de l'indignation face au TTIP



© European Union, 2016

Les opposants au « Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement » (TTIP) ne ménagent pas leurs efforts actuellement. Le 10 octobre 2015, le mouvement est parvenu à mobiliser 200 000 citoyens lors

Le 17 novembre, les eurodéputés de la Gauche ont invité les représentants du mouvement de protestation à un grand événement organisé dans les bâtiments du Parlement européen à Bruxelles dans le but de débattre des répercussions du TTIP et des accords de libre-échange similaires sur la démocratie et le développement durable. Parmi les invités figuraient aussi des experts issus de quatre continents, qui ont exposé les menaces que font planer sur l'environnement, le développement et l'état de droit le TTIP et les autres méga-accords entre les grands blocs commerciaux de la planète et ont donné des pistes d'interprétation des dernières propositions de compromis

avancées par la Commissaire européenne au Commerce, Cecilia Malmström.

Les militants invités et les porte-paroles du groupe de la Gauche au Parlement européen ont unanimement estimé que la nouvelle proposition de la Commission concernant la composition des tribunaux arbitraux prévus par l'accord avec les Etats-Unis n'était que de la poudre aux yeux. La teneur des échanges a porté sur tout autre chose : Dès la table-ronde inaugurale, le publiciste franco-belge Raoul-Marc Jennar a lancé la réflexion sur une transformation de l'indignation face au TTIP en un mouvement qui oppose à l'agenda du libre-échange des alternatives solidaires concrètes. Car « le libre-échange entend octroyer toujours plus de droits à ceux qui en ont déjà plus qu'assez », a rappelé Amélie Canonne.

John Hilary, directeur du réseau « War on Want », a rappelé les succès du mouvement : « Nous avons déjà battu en brèche le TTIP et le CETA à plusieurs reprises. Et pourtant, les mêmes exigences sont sans cesse remises sur la table. La poursuite des négociations à propos du TTIP est déjà, en soi, un acte de violence à l'encontre de la volonté et de la résistance des citoyens. »

A l'aide d'un exemple concret, le canadien Neil a démontré qu'il était dangereux pour l'opinion publique européenne de trop se focaliser sur le TTIP. L'accord économique et commercial global (CETA) entre l'Europe et le Canada, signé en septembre 2014 et encore en attente de ratification, ouvrira aux entreprises l'accès à des juridictions spécialisées privilégiées. De la même façon qu'en vertu de l'ALENA par le passé, même des entreprises canadiennes avaient eu recours à la procédure RDIE pour faire valoir leurs droits à l'encontre de leur « patrie », des groupes américains implantés au Canada pourront aussi traîner les Etats-membres de l'UE devant des tribunaux arbitraux.

« Le débat concernant le TTIP a déjà pris des proportions gigantesques mais nous devons encore l'élargir ensemble », a lancé l'eurodéputé irlandais Matt Carthy aux participants appelés à secouer de leur torpeur un nombre encore plus grand de citoyens. Selon lui, il est clair qu'il n'existe actuellement que deux catégories de citoyens européens : « Ceux qui s'opposent au TTIP et ceux qui n'en ont pas encore entendu parler. »

[La version complète de l'article en allemand sur la conférence sur le TTIP](#)

Hanna Penzer

[Vous pouvez nous trouver sur Facebook](#)



European Milk Board ASBL
Rue du Commerce 124
B-1000 Bruxelles
Tel: +32 2808 1935
Fax: +32 2808 8265
Mail: office@europeanmilkboard.org
Document-URL: <http://www.europeanmilkboard.org/index.php?id=485>